



Ordre du jour provisoire de la soixante-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale*

1. Ouverture de la session par le Président de l'Assemblée générale
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation
3. Pouvoirs des représentants à la soixante-sixième session de l'Assemblée générale :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs
4. Élection du Président de l'Assemblée générale
5. Élection des bureaux des grandes commissions
6. Élection des Vice-Présidents de l'Assemblée générale
7. Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour : rapports du Bureau
8. Débat général

A. Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies

9. Rapport du Conseil économique et social
10. Le sport au service de la paix et du développement : édification d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique
11. La crise mondiale de la sécurité routière
12. 2001-2010 : Décennie pour faire reculer le paludisme dans les pays en développement, particulièrement en Afrique
13. Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes
14. Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations
15. Culture de paix

16. Les technologies de l'information et des communications au service du développement
17. Questions de politique macroéconomique :
 - a) Commerce international et développement
 - b) Système financier international et développement
 - c) Soutenabilité de la dette extérieure et développement
 - d) Produits de base
18. Suivi et mise en œuvre des textes issus de la Conférence internationale de 2002 sur le financement du développement et de la Conférence d'examen de 2008
19. Développement durable :
 - a) Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable
 - b) Suivi et application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement
 - c) Stratégie internationale de prévention des catastrophes
 - d) Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures
 - e) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique
 - f) Convention sur la diversité biologique
 - g) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa vingt-sixième session
 - h) Harmonie avec la nature
 - i) Développement durable dans les régions montagneuses
 - j) Promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables
20. Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
21. Mondialisation et interdépendance :
 - a) Rôle des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance
 - b) Science et technique au service du développement
 - c) Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire
22. Groupes de pays en situation particulière :
 - a) Quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés
 - b) Mesures spécifiques répondant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral : résultats de la Conférence ministérielle internationale des pays

en développement sans littoral et de transit, des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit

23. Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement :
 - a) Mise en œuvre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017)
 - b) Participation des femmes au développement
 - c) Mise en valeur des ressources humaines
24. Activités opérationnelles de développement :
 - a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
 - b) Coopération Sud-Sud pour le développement
25. Développement agricole et sécurité alimentaire
26. Vers des partenariats mondiaux
27. Développement social :
 - a) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale
 - b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille
 - c) Suite donnée à l'Année internationale des personnes âgées : deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement
28. Promotion de la femme :
 - a) Promotion de la femme
 - b) Suite donnée aux textes issus de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale

B. Maintien de la paix et de la sécurité internationales

29. Rapport du Conseil de sécurité
30. Rapport de la Commission de consolidation de la paix
31. Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies
32. Les diamants, facteur de conflits
33. Prévention des conflits armés :
 - a) Renforcement du rôle de la médiation dans le règlement pacifique des différends et la prévention et le règlement des conflits
34. Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM et leurs incidences sur la paix et la sécurité internationales et sur le développement

35. La situation au Moyen-Orient
36. Question de Palestine
37. La situation en Afghanistan
38. La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan
39. Question de l'île comorienne de Mayotte
40. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique
41. La situation en Amérique centrale : progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement
42. Question de Chypre
43. Agression armée contre la République démocratique du Congo
44. Question des îles Falkland (Malvinas)
45. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti
46. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales
47. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït
48. Assistance à la lutte antimines
49. Effets des rayonnements ionisants
50. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace
51. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
52. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés
53. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects
54. Questions relatives à l'information
55. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies
56. Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes
57. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

58. Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes
59. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux
60. Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India
61. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles
62. Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires

C. Développement de l'Afrique

63. Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international :
 - a) Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international
 - b) Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique

D. Promotion des droits de l'homme

64. Rapport du Conseil des droits de l'homme
65. Promotion et protection des droits de l'enfant :
 - a) Promotion et protection des droits de l'enfant
 - b) Suite donnée aux textes issus de la session extraordinaire consacrée aux enfants
66. Droits des peuples autochtones :
 - a) Droits des peuples autochtones
 - b) Deuxième Décennie internationale des peuples autochtones
67. Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée :
 - a) Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée
 - b) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban
68. Droit des peuples à l'autodétermination
69. Promotion et protection des droits de l'homme :
 - a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme
 - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales

- c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux
- d) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

E. Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire

- 70. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par les organismes des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale :
 - a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies
 - b) Assistance au peuple palestinien
 - c) Assistance économique spéciale à certains pays et à certaines régions
- 71. Aide aux survivants du génocide de 1994 au Rwanda, en particulier aux orphelins, aux veuves et aux victimes de violences sexuelles

F. Promotion de la justice et du droit international

- 72. Rapport de la Cour internationale de Justice
- 73. Rapport du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994
- 74. Rapport du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
- 75. Rapport de la Cour pénale internationale
- 76. Les océans et le droit de la mer :
 - a) Les océans et le droit de la mer
 - b) Assurer la viabilité des pêches, notamment grâce à l'Accord de 1995 aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs et à des instruments connexes
- 77. Nationalité des personnes physiques et succession d'États
- 78. Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies
- 79. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quarante-quatrième session
- 80. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international

81. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-troisième session
82. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation
83. L'état de droit aux niveaux national et international
84. Portée et application du principe de compétence universelle
85. Le droit des aquifères transfrontières

G. Désarmement

86. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique
87. Réduction des budgets militaires :
 - a) Réduction des budgets militaires
 - b) Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires
88. Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive : rapport de la Conférence du désarmement
89. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix
90. Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique
91. La vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine
92. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale
93. Les progrès de l'informatique et de la télématique et la question de la sécurité internationale
94. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient
95. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes
96. Prévention d'une course aux armements dans l'espace
97. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement
98. Désarmement général et complet :
 - a) Notification des essais nucléaires
 - b) Suivi des obligations en matière de désarmement nucléaire contractées à l'issue des Conférences des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargées d'examiner le Traité en 1995 et en 2000
 - c) Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok)
 - d) Interdiction de déverser des déchets radioactifs
 - e) Vers un traité sur le commerce des armes : établissement de normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques

- f) Problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus
- g) Transparence dans le domaine des armements
- h) Désarmement régional
- i) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional
- j) Adoption de mesures de confiance à l'échelon régional et sous-régional
- k) Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre
- l) Relation entre le désarmement et le développement
- m) Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements
- n) Promotion du multilatéralisme dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération
- o) Désarmement nucléaire
- p) Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction
- q) Vers un monde exempt d'armes nucléaires : accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire
- r) Réduction du danger nucléaire
- s) Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive
- t) Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects
- u) Traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires
- v) Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales
- w) Unité d'action pour l'élimination totale des armes nucléaires
- x) Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*
- y) Missiles

99. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :

- a) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique
- b) Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement
- c) Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes
- d) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires
- e) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique

- f) Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale
- 100. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire :
 - a) Rapport de la Conférence du désarmement
 - b) Rapport de la Commission du désarmement
- 101. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient
- 102. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination
- 103. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée
- 104. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
- 105. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction
- 106. Revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement

H. Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

- 107. Prévention du crime et justice pénale
- 108. Contrôle international des drogues
- 109. Mesures visant à éliminer le terrorisme international

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

- 110. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation
- 111. Rapport du Secrétaire général sur le Fonds pour la consolidation de la paix
- 112. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies
- 113. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :
 - a) Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité
 - b) Élection de dix-huit membres du Conseil économique et social
 - c) Élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice
- 114. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections :
 - a) Élection de vingt membres du Comité du programme et de la coordination
 - b) Élection de membres de la Commission du droit international

- c) Élection de vingt-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement
 - d) Élection de deux membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix
115. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations :
- a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions
 - c) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements
 - d) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes
 - e) Nomination des membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit
 - f) Nomination de membres du Comité des conférences
 - g) Nomination de membres du Corps commun d'inspection
 - h) Confirmation de la nomination du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
 - i) Nomination des juges du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies
 - j) Nomination des juges du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies
116. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies
117. Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire
118. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies
119. Suivi de la commémoration du bicentenaire de l'abolition de la traite transatlantique des esclaves
120. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies
121. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale
122. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes
123. Renforcement du système des Nations Unies :
- a) Renforcement du système des Nations Unies
 - b) Rôle central du système des Nations Unies dans la gouvernance mondiale
124. Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions
125. Suite donnée aux recommandations de la Commission d'enquête indépendante sur la gestion administrative et le contrôle interne du programme Pétrole contre nourriture de l'Organisation des Nations Unies
126. Santé mondiale et politique étrangère
127. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda

et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994

128. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
129. Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux
130. Interaction entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire
131. Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes :
 - a) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies
 - b) Contributions volontaires gérées par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
 - c) Plan-cadre d'équipement
132. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies
133. Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011
134. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013
135. Planification des programmes
136. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies
137. Plan des conférences
138. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies
139. Gestion des ressources humaines
140. Corps commun d'inspection
141. Régime commun des Nations Unies
142. Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne
143. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies
144. Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994
145. Financement du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
146. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies
147. Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad

148. Financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
149. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
150. Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
151. Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
152. Financement de la Mission des Nations Unies au Timor oriental
153. Financement de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
154. Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
155. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
156. Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
157. Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
158. Financement de la Mission des Nations Unies au Libéria
159. Financement des Forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban
160. Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan
161. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
162. Financement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
163. Financement des activités découlant de la résolution 1863 (2009) du Conseil de sécurité
164. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte
165. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Conseil de coopération des États de langue turcique
166. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Organisation internationale pour la gestion des crises
167. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union des nations de l'Amérique du Sud
168. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Agence internationale pour les énergies renouvelables